

## Marcourt accuse le gouvernement Michel d'être derrière l'arrestation des journalistes de la RTBF

■ Le ministre des Médias a écrit un courrier en ce sens. Débats tendus entre PS et MR.

C'est Charles Michel (MR) lui-même qui a lâché l'information à la Chambre, jeudi après-midi. Interrogé sur l'arrestation administrative dont une équipe de journalistes de la RTBF a fait l'objet mercredi matin, au centre fermé 127 bis de Steenokkerzeel, le Premier ministre a indiqué avoir *“reçu une lettre d'un ministre de la Fédération Wallonie-Bruxelles”* (FWB) dans laquelle il est écrit que c'est *“le gouvernement qui aurait donné l'ordre d'arrêter les journalistes”*.

*“Fake news, mensonge, populisme”*, s'est emporté M. Michel.

L'auteur de la lettre est Jean-Claude Marcourt (PS), le ministre des Médias. *“La Libre”* a pu la lire. Elle est assez courte. *“Nous avons été informés de l'arrestation administrative de journalistes et techniciens de la RTBF dans l'exercice de leurs fonctions, écrit-il au Premier ministre. La fonction de journaliste est d'informer et, dans notre démocratie, toute entrave est une remise en cause de celle-ci. Je ne peux accepter que, sur ordre de votre gouvernement, il soit porté atteinte de la sorte à la liberté d'informer nos concitoyens. Pourriez-vous m'indiquer de la suite que vous comptez donner à cette entrave manifeste à la liberté de la presse ?”*

Il avait allumé la mèche sur Twitter

Dès mercredi, sur Twitter, M. Marcourt avait estimé que l'arrestation était *“l'expression de la dérive autoritaire de ce gouvernement de droite”*. Pour l'heure, il n'a cependant pas précisé sur quels éléments il s'appuie pour lancer ces accusations.

L'équipe de la RTBF avait été arrêtée alors qu'elle effectuait un reportage

sur une action du collectif #NotInMyName contre l'ouverture d'un centre fermé pour familles à proximité de l'aéroport de Zaventem. Ces faits ont donné lieu à un vif échange, jeudi, à la Chambre, entre le Premier ministre, son ministre de l'Intérieur Jan Jambon (N-VA) et des membres de l'opposition.

La charge la plus violente contre l'exécutif est venue de l'ancien Premier ministre, Elio Di Rupo, aujourd'hui député PS et président de son parti. *“Presque chaque semaine, nous devons interpeller votre gouvernement au sujet d'atteinte aux droits fondamentaux [...] des faits inimaginables sous les précédents gouvernements et même dans un passé plus lointain”*, a-t-il dit à son successeur. Il cite les expulsions de migrants vers le Soudan, le projet de loi sur les visites domiciliaires ou l'enfermement d'enfants migrants (qui était l'objet du reportage de la RTBF).

*“Voilà où nous en sommes, a ponctué Elio Di Rupo. La Belgique, qui était un modèle de liberté, dont la liberté de la presse, est devenue un pays où les transgressions sont permises. Et des transgressions, je le crains, couvertes par vous.”*

*“Il n'y a pas de doute que la liberté de la presse est une liberté fondamentale”*, a répliqué Charles Michel. Il saluait toutefois aussi, de manière générale, le travail de la police.

Et d'ajouter: *“Je suis stupéfait de l'instrumentalisation que l'on tente de faire”* de ce dossier. Jan Jambon a, lui, laissé entendre que les policiers ignoraient qu'ils arrêtaient des journalistes.

Antoine Clevers